

Administration du pétrole—Loi

Chaque fois que je vois le gouvernement imposer des mesures comme celles-ci, je me demande à quoi il s'attaquera la prochaine fois et où tout cela peut nous mener. Je dois avouer que cela m'effraie.

La réaction de l'industrie canadienne elle-même prouve que le gouvernement a adopté une politique mal avisée et destructive. Le président de Paramount Resources Ltd., qui est une société pétrolière canadienne, déclare ce qui suit dans une lettre:

Le 28 octobre 1980, le gouvernement du Canada a jugé bon de confisquer 25 p. 100 des intérêts que nous avons acquis et qui nous ont coûté très cher sans aucune promesse de remboursement ou d'indemnisation... Si Paramount était une société étrangère, nous serions sans doute furieux. Nous sommes cependant une société canadienne et la façon dont le gouvernement canadien a violé et volé notre société me coupe le souffle. A toutes fins pratiques, le gouvernement a privé Paramount de toute possibilité de réaliser des bénéfices à l'avenir.

Voici maintenant un extrait d'une autre lettre qu'un habitant de l'Alberta a envoyée au premier ministre:

Je suis encore bouleversé et je n'arrive pas à croire qu'un gouvernement canadien puisse songer à dominer de façon aussi complète une industrie donnée, d'une façon qui équivaut à une nationalisation pure et simple, comme le gouvernement fédéral actuel l'a fait avec son programme énergétique national et les propositions budgétaires qui en découlent.

● (2130)

Quand tant de gens s'opposent à une initiative, de quelque gouvernement qu'elle vienne, il conviendrait de la remettre à l'étude, afin de voir si elle est bien dans l'intérêt du pays. C'est l'opposition officielle qui a commencé à s'opposer aux politiques énergétiques du gouvernement, et nous nous y opposons toujours. Ce sont ensuite les provinces productrices de l'Ouest qui, par leurs représentants de tous les partis, se sont opposées aux mesures énergétiques du gouvernement, et nous voyons maintenant l'industrie et les particuliers de tous les coins du pays s'y opposer également. Le gouvernement ne devrait-il pas voir là un message?

La seule pensée des orientations que peut prendre le gouvernement m'effraie. Pour me faire mieux comprendre, je vais citer de nouveau un passage d'une autre lettre qu'un Canadien de l'Ouest a adressée aux députés libéraux. Cette personne se dit profondément déçue des mesures énergétiques proposées par le gouvernement, et elle déclare:

Ce que vous avez fait au Canada et ce que vous continuez à faire m'enrage et m'attriste. Premièrement, je ne pense pas que vous ayez bien compris la colère qu'on provoquée chez les Canadiens de l'Ouest le budget, votre politique énergétique et la constitution. Deuxièmement, l'injustice avec laquelle vous vous êtes attaqués à l'Ouest et à l'industrie pétrolière me porte à croire que le Canada ne pourra se suffire en pétrole dans un avenir prévisible.

Les opposants à la politique énergétique du gouvernement sont très nombreux selon moi, et tout le monde s'en rend bien compte au Canada, sauf le gouvernement libéral. Quand je vois l'orientation qu'adopte le gouvernement, je suis plus qu'exaspéré—cela m'écoeure et m'attriste parce que les actes du gouvernement fédéral feront grand tort à tous les Canadiens.

Une citation célèbre convient parfaitement au gouvernement du Canada aujourd'hui, et c'est la suivante: «Seigneur, pardonnez-leur, car il ne savent ce qu'ils font». Pourtant, je suis convaincu que le gouvernement sait ce qu'il fait. Je crois qu'il sait, tout comme moi, qu'il est en train de détruire cette institution en ayant recours à la clôture et qu'il s'applique à saper l'unité nationale en freignant d'ignorer l'ouest du Canada. Il s'efforce de détruire la libre entreprise dans le pays en s'emparant de l'industrie pétrolière. Surtout, il refuse

d'écouter l'opinion des gens qu'il est censé représenter comme gouvernement national. J'en suis vraiment désolé.

Mais les libéraux pourraient encore faire marche arrière s'ils le voulaient. Le gouvernement peut sortir de la voie dangereuse où il s'est engagé, s'il se rend compte que, pour qu'un pays reste fort et indépendant, il faut que les gens passent avant le gouvernement. Ce ne sont pas un gouvernement énorme et des impôts écrasants qui font fonctionner un pays.

M. Roy MacLaren (secrétaire parlementaire du ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources): Monsieur l'Orateur, un certain nombre d'orateurs précédents ont dit que le Canada occupe une position spéciale dans un monde sensible aux questions d'énergie. Partout dans le monde, on envie nos ressources en pétrole, en gaz naturel, en charbon, en uranium et en bois. A la différence de la plupart de nos partenaires et de nos concurrents du monde industrialisé, nous demeurons un exportateur net d'énergie.

L'industrie pétrolière occupe dans l'économie canadienne une place aussi particulière que le Canada dans le monde. Elle produit une denrée d'une importance sans égale à tous égards. Aucune industrie n'a connu une croissance plus rapide. Elle soutient et domine notre stratégie économique. Malgré la position avantageuse du Canada, il y a lieu toutefois de s'inquiéter. Bien que le Canada se suffise en énergie, il ne se suffit pas en pétrole. Le pétrole répond présentement à 40 p. 100 environ de nos besoins en énergie. Mais pour quatre barils de pétrole consommés au Canada, nous devons en importer un de l'étranger.

Nous ne pouvons pas compter sur le pétrole importé. La situation au Moyen-Orient n'est pas très encourageante. La guerre entre l'Iran et l'Irak a réduit l'approvisionnement en pétrole d'un grand nombre de pays. Certains ont signalé que l'offre risquait de ne pas suffire à la demande. Après les politiques embrouillées et contradictoires de l'ancien gouvernement conservateur, qui avait énormément froissé nos amis du Moyen-Orient, le récent voyage du premier ministre a fait beaucoup pour rehausser notre réputation dans cette partie du monde. Par ailleurs, pour établir une politique étrangère canadienne vraiment indépendante, nous devons avoir une politique énergétique indépendante. Après tout, le pétrole étranger coûte cher, et si nous ne prenons pas immédiatement des mesures, nous devons en acheter davantage. Le cours mondial continuera à être instable, variable et imprévisible.

C'est notamment pour cette raison que le gouvernement s'est fixé comme objectif d'atteindre l'autarcie dans le domaine du pétrole. Nous avons demandé à cet égard l'appui de tous les Canadiens. Nous pensons pouvoir satisfaire nos propres besoins en pétrole d'ici dix ans. Et à cette fin, nous croyons que les consommateurs du Canada préféreront payer des prix fixés au Canada au lieu de prix fixés par des cartels étrangers. Selon nous, les Canadiens reconnaîtront la nécessité d'appuyer la production canadienne au lieu de l'expansion de sociétés étrangères, tant à titre de consommateurs qu'à titre de contribuables.

Comment pouvons-nous nous passer du pétrole étranger? Le programme énergétique national donne la réponse à cette question. D'abord, en favorisant davantage la prospection et l'exploitation au Canada, nous pouvons remplacer le pétrole étranger par du pétrole canadien. Nous avons mis de côté plus de 300 millions de dollars pour nous permettre d'utiliser notre